

La Révolution française
expliquée à ma petite-fille

Michel Vovelle

La Révolution française
expliquée
à ma petite-fille

Éditions du Seuil

ISBN 978-2-02-131800-5

© ÉDITIONS DU SEUIL, JANVIER 2006

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

*À Gabrielle, ma première petite-fille,
complice de ces entretiens,
à ceux qui vont grandir,
Marie, Camille, Matthieu, Guillaume,
et à tous les autres...*

*Je garde précieusement la médaille qui me vient
de mon père Gaétan Vovelle,
instituteur public (1899-1969),
et qui dit : « Tous les enfants du monde
sont mes enfants. »*

Gabrielle, qui vit en Italie, à Pise, a accepté de me consacrer quelques heures, pendant son séjour de vacances en France, pour discuter avec moi, son grand-père, de cette Révolution française que j'ai enseignée pendant quarante ans. Ça pourrait être un moyen de mieux se connaître si nous réussissons...

Chapitre 1

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : UNE RÉVOLUTION PAS COMME LES AUTRES

– As-tu entendu parler de notre « Grande Révolution » ? Cela te dit quelque chose ?

– *Un peu, mais pas beaucoup, à quatorze ans j'entre juste au « Liceo classico » et on ne m'en a pas encore parlé.*

– Rassure-toi : même si on leur en a déjà dit quelque chose, je suis sûr que pour beaucoup de collégiens français de ton âge, c'est une histoire compliquée, lointaine, avec plein d'événements, de personnages. Un historien d'il y a plus d'un siècle, Alphonse Aulard, a écrit : « La Révolution française, pour la comprendre il faut l'aimer. » On va d'abord essayer de comprendre, on verra ensuite si on

aime à la fin du jeu... Pour cela, ce serait bien que tu me poses des questions...

– *Mais je ne sais pas poser les bonnes questions...*

– Je m'en doutais, mais je suis sûr qu'il t'en viendra : il suffit de bien démarrer.

– *Grand-père, qu'est-ce que c'est une révolution ?*

– Tu as commencé le latin, as-tu entendu parler de Spartacus ? Spartacus, c'était dans l'Antiquité, au temps de la République romaine, avant notre ère. Esclave lui-même, il a pris la tête des esclaves révoltés pour menacer les maîtres. Mais les esclaves furent écrasés et mis à mort. La révolte de Spartacus a laissé son souvenir dans l'histoire, mais c'est une révolte parmi les milliers de révoltes des opprimés contre leurs oppresseurs.

– *La Révolution française est-elle une révolte d'esclaves comme celle de Spartacus ?*

– Non, la Révolution française, en 1789, prend place dans tout un ensemble de révolutions – à Genève, en Belgique, aux Pays-Bas..., la plus importante étant la révolution

américaine, c'est-à-dire le soulèvement des treize colonies anglaises de la côte est de l'Amérique du Nord, contre leur métropole, entre 1779 et 1783. Elle a donné naissance aux États-Unis actuels. Une révolution, à la différence d'une révolte, change le cours de l'histoire, dans un pays.

– *Mais alors, la Révolution française n'est qu'une révolution comme les autres ?*

– C'est une révolution parmi d'autres, en effet, et on nous a souvent reproché, à nous Français, de vouloir orgueilleusement la mettre à part, en lui donnant une importance particulière. Mais pour comprendre, il faut commencer par voir comment et pourquoi tout a débuté. Et la réponse n'est pas si simple. Les hommes de la Révolution, dès l'origine, ont appelé « Ancien Régime » le monde qu'ils avaient détruit, comme s'ils voulaient tourner la page en entrant dans une nouvelle aventure. Cet Ancien Régime était celui du royaume de France, une monarchie sur laquelle régnaient le roi Louis XVI et son épouse Marie-Antoinette. Louis XVI n'était pas un mauvais homme, il avait de bonnes intentions à défaut de grandes

qualités. Il n'a pas eu de persévérance à garder de bons ministres – Turgot, Necker... – et à défendre les réformes qu'ils proposaient. C'est que la résistance était forte de la part des privilégiés, et la crise grave.

– *C'est quoi les privilégiés ?*

– Dans la France de l'Ancien Régime, tous n'étaient pas égaux ; la société était divisée en ordres, qui avaient plus ou moins de privilèges : en tête, le clergé, l'église catholique, qui avait seul le droit d'enseigner la religion, mais qui était aussi très riche en terres et en revenus. Plus riches encore les aristocrates, formant l'ordre de la noblesse, possesseurs du quart au moins des terres, favorisés de privilèges honorifiques, mais aussi fiscaux, fiers de leurs titres, servant le roi dans ses armées, mais la plupart du temps vivant oisifs dans leurs châteaux ou à la ville, les plus distingués résidant à la cour du roi, à Versailles. Il y avait des très riches, parmi eux, et d'autres qui l'étaient moins. Certains avaient acquis leur noblesse en achetant une charge de magistrat : c'était la noblesse de robe. Que leur noblesse soit ancienne ou récente, les nobles tiraient leurs prétentions des temps

médiévaux de la féodalité, c'est-à-dire d'une période où la structure politique du royaume reposait sur des relations de vassalité : le propriétaire d'un fief, appelé le vassal, et tous ceux qui y vivaient et y travaillaient devaient foi et hommage au seigneur, souvent un noble. Ces seigneurs avaient dominé une paysannerie de serfs, des paysans attachés à leur terre et qui devaient la mettre en valeur. Mais à la fin du XVIII^e siècle, en France, il n'y avait presque plus de serfs : les paysans étaient libres, et souvent propriétaires de leurs biens, qui représentaient au total près de la moitié du sol français. Il subsistait néanmoins des obligations et des redevances : c'étaient les droits féodaux et seigneuriaux, qui se payaient en argent ou en nature, et étaient parfois très lourds, comme le « champart » – après la moisson, les envoyés du seigneur prélevaient dans les champs une gerbe sur dix, ou sur douze, ou sur quatorze. Les seigneurs avaient gardé des droits honorifiques, leurs justices, leur place à l'église, le droit de chasse.

- *Comment les paysans ressentaient-ils cela ?*
- Eux sur qui pesait presque tout le poids de l'impôt royal ressentaient durement ces

humiliations. Ils s'agitaient pour défendre leurs droits que les nobles avaient tendance à grignoter, et parfois ils se révoltaient : en particulier pour protester contre la cherté du pain en temps de disette. Et ils n'étaient pas les seuls, car pour les ouvriers des villes, comme pour eux, le pain était l'aliment principal et représentait pour une famille la moitié du salaire, chaque jour. Qu'en penses-tu, toi pour qui il ne faut surtout pas manger trop de pain ?

– *J'aimerais surtout savoir ce qu'est une disette !*

– Dans ce grand royaume qu'était la France, peuplé de vingt-huit millions d'habitants, il y avait de riches plaines, comme autour de Paris, et des régions beaucoup plus pauvres, dans les montagnes par exemple ; mais, en tout lieu, le blé pour le pain restait une nécessité essentielle : qu'une ou plusieurs mauvaises récoltes adviennent en raison des conditions climatiques, et les prix flambent, la misère s'installe, la révolte gronde ; c'est ce qu'on appelle une « émotion populaire ». Le XVIII^e siècle avait vu reculer ces crises et la mortalité qui les accompagnaient, mais elles subsistaient, et c'est ce qui s'est passé en 1788 et 1789 : à la veille de la

Révolution, des révoltes éclatent dans plusieurs provinces et les villes sont agitées.

– *Et c'est cela qui a causé la Révolution ?*

– Oui et non. Nous avons parlé des paysans, et nous avons eu raison, ils forment les trois quarts de la population, mais ils ne remplissent pas tout l'espace à côté des deux premiers ordres. Ils font partie du troisième ordre, que l'on appelle le tiers état : gens des villes et des campagnes, riches ou pauvres, qui constituent au total 95 % des Français. Tous – surtout les pauvres, bien sûr – sont touchés par la crise, mais, comme disait un de mes maîtres, il y a des crises tous les dix ans, il n'y a pas une révolution à chaque fois. C'est une des causes, mais non la seule.

Mettons-nous à l'écoute des villes, pour voir où gronde la colère, où se manifeste l'insatisfaction. Paris est une grande cité, avec six cent mille habitants, la troisième au monde sans doute.

– *Quelles sont les deux autres ?*

– Londres et probablement Pékin. Revenons en France où il y a d'autres grandes villes

(Lyon, Marseille, Bordeaux), beaucoup de petites et des bourgs. Nous y trouvons une foule de gens du petit peuple, des mendiants aux travailleurs journaliers, les « gagne deniers », mais également des artisans, des commerçants – on dit « l'échoppe et la boutique » –, qui sont associés en corporations, regroupant maîtres et compagnons indépendants. Il y a aussi une bourgeoisie, opulente, composée de négociants parfois très riches – dans les ports –, de banquiers, d'entrepreneurs de manufactures dans le textile ou la métallurgie naissante. Au sein de cette bourgeoisie, un groupe ne doit pas être oublié : les avocats, les gens de justice, les médecins. Aujourd'hui, on dirait les intellectuels et les professions libérales. Garde-les à l'œil, nous allons les retrouver.

Car la bourgeoisie, si elle n'a pas encore vraiment le profil que lui donnera la révolution industrielle du siècle suivant, a énormément profité du développement économique du XVIII^e siècle, avec l'essor du grand commerce maritime. Elle a de nouvelles aspirations, de nouvelles ambitions. Un des futurs porte-parole de la Révolution, Barnave, écrira qu'à une nouvelle distribution des richesses

doit correspondre une nouvelle distribution des pouvoirs... Tu sais, on a beaucoup écrit et beaucoup lu durant le XVIII^e siècle, ce qui lui vaut son titre de siècle des Lumières. Tu en as entendu parler en Italie ?

– *Oui, bien sûr... I lumi, l'Illuminismo... Mais qu'est-ce que c'est exactement ?*

– C'est tout un courant d'idées à travers l'Europe. De Naples à Milan, vous en avez eu de brillants représentants : tous ont lu le traité *Des délits et des peines* dans lequel votre juriste Beccaria dénonçait la torture et les peines inutiles ou injustes. De l'Angleterre à l'Allemagne, de grandes voix se sont aussi fait entendre. En France, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, Diderot, chacun dans son style, ont fait résonner la voix de la philosophie. Contre l'intolérance religieuse et pour les libertés, contre l'arbitraire de l'absolutisme et pour un régime politique où les citoyens, garantis par une constitution, participent à la gestion de l'État. Les journaux, on dit encore souvent les gazettes, mais aussi les associations diffusent ces idées : sous une forme simplifiée, elles ne sont pas inconnues des classes populaires dans

une France où plus de la moitié des adultes savent lire et écrire (on le voit à leur signature)...

– *Ce n'est pas beaucoup... non ?*

– Ça peut nous paraître faible, et plus encore, si nous regardons l'inégalité entre les hommes et les femmes, bien défavorisées, ou entre les régions – le Nord est plus savant que le Midi... Mais, à l'échelle de l'Europe, la France n'est pas mal placée. Et, dans les villes, on voit naître une opinion publique dont les campagnes ont des échos.

– *Alors, ils sont tous d'accord, les riches, les pauvres... et contre quoi ?*

– N'allons pas trop vite. Les choses ne sont pas aussi simples qu'on pourrait le croire. La révolution qui se prépare sera-t-elle, comme on a dit, la fille de la misère ou de la prospérité ? Un de nos grands historiens, Michelet, au XIX^e siècle, évoquant la disette, se penchait, se souvenant de la Bible, sur le paysan : « Voyez-le couché sur son fumier, pauvre Job... » Cela te dit quelque chose ?

– *Oui, c'est un malheureux à qui Dieu fit subir des épreuves avant de le récompenser. N'y va-t-il pas un peu fort Michelet ?*

– C'est une image, il écrit comme cela. Mais plus tard, au début du ^{XX}^e siècle, un autre grand historien, Jean Jaurès, dit, en gros : mais non, ce n'est pas la misère qui a fait la révolution, c'est la volonté de ceux que leur rôle et leur richesse incitaient à prendre leur place réelle dans la société, les bourgeois. Michelet, Jaurès : qui a tort, qui a raison ?

– *C'est à toi de le dire, grand-père !*

– Ils ont raison tous les deux. De la prospérité du siècle, tous n'ont pas profité. La misère va contribuer à mobiliser non seulement les villes mais aussi les campagnes. Elles explosent en 1789 et une nouvelle crise sévira en 1795. Mais ce « chef d'orchestre, la misère » ne résume pas toutes les revendications populaires. Les paysans, pauvres ou riches, ont un compte à régler avec le système féodal, ou ce qu'il en reste, et la révolution paysanne va converger, un temps du moins, avec celle des bourgeois des villes.

L'élite de la fortune et du savoir a ses objectifs et ses buts de guerre. Des porte-parole lui

tracent la voie : un abbé, Sieyès, expose le problème dans un écrit intitulé *Qu'est-ce que le tiers état?*. Ce tiers état, sur qui pèsent les impôts et les charges, « aujourd'hui il n'est rien... qu'aspire-t-il à devenir? Tout ».

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Les cinq illustrations sont extraites de l'*Almanach de la Révolution française*, Jean Massin, Le club français du livre, 1963.

1. 5 mai 1789. L'ouverture des états généraux à Versailles. (Dessin de Monnet, gravé par Helman.)

2. 14 juillet 1789. La prise de la Bastille. (Gravure de Prieur.)

3. Images populaires qui représentent les trois ordres (le tiers état, le clergé, la noblesse), avant et après la Révolution.

4. Un sans-culotte.

5. Robespierre croqué sur le vif. (Dessin de Gros.)

